

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 31/3

2003

DOI: 10.11588/fr.2004.3.46192

---

#### Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

DOMINIQUE TRIMBUR

## UN ÉTAT DES LIEUX DE L'HISTORIOGRAPHIE RÉCENTE DES RELATIONS GERMANO-ISRAÉLIENNES\*

Il est communément acquis que, même en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, il ne peut être question de qualifier de « normales » les relations germano-israéliennes. Les douze années du régime nazi, l'ampleur de la persécution antisémite érigée en système, mais surtout la « catastrophe » (« Shoah ») ayant conduit à l'extermination industrielle de six millions de Juifs sont autant d'éléments qui ne peuvent qu'empêcher tout passage à la normalité dans les rapports qui existent entre le pays qui a hérité des bourreaux, et celui qui se proclame le représentant des communautés juives disparues.

C'est cette caractéristique spécifique qui fait des relations germano-israéliennes un objet d'études à part, sur lequel se penchent régulièrement les historiens. Le cinquantenaire de l'accord de réparations, signé entre les deux pays le 10 septembre 1952, a constitué pour l'actualité et l'historiographie la possibilité de tenter de faire le point. Après les travaux pionniers de Lilly Gardner-Feldman et de Michael Wolffsohn, dans les années 1980, une importante série d'études est parue à la fin des années 1990 et au début de ce nouveau siècle, en bénéficiant à la fois du recul historique et de l'ouverture quasi complète des archives: où l'on échappe désormais des hypothèses pour passer, autant que faire se peut, au registre des certitudes. La période des supputations et des débats s'étant achevée, il existe pour le moins dans ce domaine, une certaine « normalisation » de l'histoire des relations germano-israéliennes, comme veut le montrer le présent état des lieux.

En dépit des apparences, et comme a voulu le rappeler le Truman Institute de l'Université hébraïque de Jérusalem lors d'un colloque organisé en 2000 et publié en 2003, les relations entre la RFA (avant et depuis la réunification) et Israël s'inscrivent dans une certaine continuité et dans un ensemble plus vaste, qui est celui des rapports de l'Allemagne au Moyen-Orient. Le tableau qui en découle<sup>1</sup> permet en effet de constater les alignements de l'histoire depuis 1945 sur celle précédant la Deuxième Guerre mondiale, en reprenant, tout en les évitant, les clichés d'un activisme aventureux d'une Allemagne forcément malfaisante dans cet espace dont l'instabilité doit beaucoup aux puissances qui en furent tutélaires après le premier conflit mondial, la France et la Grande-Bretagne. Le riche héritage qui en découle, dû notamment à un fort investissement économique, culturel, scientifique, a largement été mis

\* La contribution présente correspond à un compte rendu des livres de Haim GOREN (ed.), *Germany and the Middle East, Past, Present, and Future*, Jérusalem (Magnes Press) 2003, 350 p.; Niels HANSEN, *Aus dem Schatten der Katastrophe – Die deutsch-israelischen Beziehungen in der Ära Adenauer und Ben Gurion*, Düsseldorf (Droste) 2002, 891 p.; Hanns Jürgen KÜSTERS (Hg.), *Konrad Adenauer, Israel und das Judentum*, Bonn (Bouvier) 2004, 248 p.; Peter KRAUSE, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*, Frankfurt a. M. (Campus) 2002, 327 p.; Jeshayahu A. JELINEK, *Deutschland und Israel 1945–1965. Ein neurotisches Verhältnis*, Munich (Oldenbourg) 2004, 498 p.; Asher Ben NATAN, *Die Chuzpe zu leben. Stationen meines Lebens*, Düsseldorf (Droste) 2003, 328 p.; Henning SIETZ, *Attentat auf Adenauer, Die geheime Geschichte eines politischen Anschlags*, Berlin (Siedler) 2003, 336 p.; Markus A. WEINGARDT, *Deutsche Israel- und Nahost-Politik. Die Geschichte einer Gratwanderung seit 1949*, Frankfurt a. M. (Campus) 2002, 504 p.

1 GOREN (voir n. \*).

à mal par les bouleversements que la Grande guerre a entraînés en Orient. Et la Deuxième Guerre mondiale, avec d'une part l'activisme pro-arabe tardif des nazis et d'autre part la »destruction des Juifs d'Europe«, a largement contribué à évincer un peu plus un pays qui avait déjà été mis à l'écart après 1918.

Si donc 1945 est synonyme à la fois d'amenuisement à l'extrême des ambitions et positions géopolitiques allemandes en Orient, et de suppression brutale de la supposée »symbiose judéo-allemande«, il n'en reste pas moins que dans les esprits reste présent un patrimoine lourd de sens. Par ailleurs, les impensables crimes commis entre 1933 et 1945 à l'encontre des Juifs, d'Allemagne d'abord, de toute l'Europe ensuite, constituent de manière contradictoire autant d'obligations pour le futur; car dans un concert international où s'affirme tant bien que mal l'idée d'une législation réprimant les crimes de guerre puis contre l'humanité, il devient évident que les massacres perpétrés par les nazis ne peuvent entrer dans l'histoire sans faire l'objet d'une réparation; et de manière parallèle, il est clair que le crime, par son ampleur et sa systématique, est lourd de signification pour l'avenir, notamment en termes de refoulement d'une part, et de ressentiment d'autre part, selon les parties concernées.

### Les relations germano-israéliennes, 1945–1965

Irrémédiablement placées »dans l'ombre de la catastrophe«, les relations entre Juifs et Allemands d'abord, entre Juifs, Israéliens et Allemands à partir de 1948, sont au centre de deux études magistrales parues récemment, qui doivent faire date et passer au rang de manuels.

La première dans l'ordre chronologique de parution n'est pas de la plume d'un historien, ce qui ajoute à son mérite. Dans un volumineux ouvrage de près de 900 pages<sup>2</sup>, Niels Hansen, ancien ambassadeur de RFA en Israël (1981–1985), a tenu à se distinguer de ses collègues et de nombre de ses homologues israéliens ayant été en poste à Bonn d'abord, à Berlin ensuite. Dans les faits, alors que notamment ces derniers ont régulièrement sacrifié à l'exercice des mémoires, mettant en avant le moment où eux-mêmes ont été directement impliqués dans les relations germano-israéliennes, Hansen s'en distingue à double titre: son livre ne porte pas sur ces rapports au moment où il était en poste à Tel Aviv mais sur une période longue placée sous le signe des deux »pères fondateurs« que furent Konrad Adenauer et David Ben Gourion; par ailleurs, alors que le plus souvent des mémoires n'aspirent à aucune dimension résolument scientifique (constituant au contraire des sources pour l'écriture historique), le livre de Niels Hansen est intégralement pensé pour faire œuvre d'historien (avec de rares passages où l'acteur qu'il fut évoque quelques souvenirs).

De ce point de vue, l'ouvrage suscite l'admiration, puisqu'il est le résultat du travail patient d'un diplomate de haut rang en retraite, qui n'a pas hésité à lire une très grande partie de l'historiographie disponible dans ses multiples langues, et à puiser aux sources. Certes un »vrai« historien pourra reprocher à l'auteur d'avoir en très grande partie eu recours à la documentation publiée, et d'avoir donc couru le risque d'écrire une histoire »préparée« par les commissions de publication des documents diplomatiques. Mais il apparaît que Hansen a su en tirer le meilleur parti, en retraçant par là les multiples facettes d'une histoire complexe, en relevant les divergences entre historiens et en prenant lui-même position au passage. C'est peut-être de ce dernier point de vue que l'ancien ambassadeur se trahit: lorsque, habitué au devoir d'obéissance à l'égard du pouvoir en place, il ne peut guère sortir d'une »défense et illustration« de Konrad Adenauer, dont le rôle majeur dans le rétablissement d'un dialogue entre l'Allemagne et les Juifs, et dans l'établissement d'un même dialogue entre la RFA et Israël, œuvre ô combien admirable notamment fondée sur ses convictions

2 HANSEN (voir n. \*).

catholiques<sup>3</sup>, lui fait parfois négliger le pragmatisme, le sens de la *Realpolitik* dont celui-ci a régulièrement fait preuve (des relations meilleures avec Israël devant permettre à la fois d'œuvrer pour réparer le passé mais aussi – voire surtout – devant permettre de faciliter l'intégration atlantique de la jeune RFA); une légère propension à l'idéalisation qui lui fait aussi passer un peu sous silence le blocage complet auquel l'obstination anti-RDA d'Adenauer conduit la politique moyen-orientale de la RFA, au milieu des années 1960<sup>4</sup>.

Dans un livre très (trop?) dense, Hansen relate dans ses nombreux détails le rapprochement entre les deux pays: une analyse minutieuse, parfois trop précise et reprenant trop littéralement les sources (avec en conséquence un afflux de citations), qui reconstitue la sortie progressive de l'« ombre de la catastrophe » de la part des deux pays, avec leur entrée inéluctable dans le domaine des relations inter-étatiques presque classiques. Sous le signe du traité de réparations de 1952, ce sont en effet des relations très étroites qui se mettent en place immédiatement: où l'accomplissement historique constitué par ce traité permet le développement très rapide de liens très concrets (la RFA, par les livraisons de marchandises auxquelles elle s'engage pour 12 ans, sauvant littéralement un État d'Israël au bord de la faillite), et surtout entraîne une évolution inattendue des mentalités, notamment du côté israélien.

Hansen revient ainsi sur les raisons qui conduisent Israël à proposer, dès 1956, une formalisation des relations entre les deux pays, le plaçant ainsi dans le rôle du quémendeur: lorsqu'en l'occurrence le réalisme politique d'un Ben Gourion, largement accompagné, voire devancé par les représentants de la toute jeune diplomatie israélienne, se confronte à celui de la jeune RFA, celle-ci considérant que les relations de facto issues du traité de 1952 rendent en quelque sorte superflue une telle formalisation qui à ses yeux aurait pour effet de provoquer la reconnaissance de la RDA par les pays arabes, principaux ennemis d'Israël; une reconnaissance qui à son tour, en vertu de la « doctrine Hallstein » (qui guide la diplomatie ouest-allemande à partir de 1955), aurait obligatoirement amené Bonn à rompre avec ces États arabes, puisque ceux-ci auraient par là contribué à pérenniser la division de l'Allemagne.

Devenant ainsi nolens volens la première victime de la doctrine Hallstein, Israël se voit donc refuser le droit d'être reconnu officiellement par la RFA: le credo des diplomates ouest-allemands, et a fortiori du plus éminent représentant de la République fédérale qu'est Konrad Adenauer, devenant alors le suivant: certes Bonn est disposé à établir des relations diplomatiques avec l'État hébreu, mais le moment n'est pas opportun; une véritable systématique s'installe alors, les Israéliens n'ayant de cesse de poser la question de l'établissement de relations formelles, et les Allemands de l'Ouest ne sortant pas de la logique qu'ils se sont grosso modo imposée à eux-mêmes.

Sur la base de cette impossibilité de passer à des relations officialisées se développent des rapports très concrets: comme le souligne Hansen, si les relations germano-israéliennes revêtent des facettes classiques (échanges de jeunes, liens culturels et scientifiques, jumelages de villes, etc.), leur aspect le plus original et intéressant réside dans la mise en place très précoce de contacts militaires: alors que de premiers sondages datent de ... 1952, la mise en route effective de livraisons de matériels militaires dans les deux sens date de 1957. Comme le relate l'auteur, cette coopération inattendue, voire choquante, entraîne inéluctablement

3 Pour les motivations du premier Chancelier ouest-allemand, on se reportera à la publication des actes des 20<sup>e</sup> Rhöndorfer Gespräche: Hanns Jürgen KÜSTERS (Hg.), Konrad Adenauer, Israel und das Judentum, Bonn (Bouvier) 2004, 248 p.

4 De sensibilité chrétienne-démocrate affirmée, Hansen est aussi l'homme d'une défense de la jeune RFA dont il fut l'un des acteurs, pays dont il dénie tout caractère « restaurateur », réglant au passage ses comptes avec l'école historique critique représentée par Norbert Frei et son étude sur la « politique du passé » au temps d'Adenauer: selon Hansen, la RFA d'Adenauer se construit sur la stabilité, ce qui n'est pas à confondre avec la restauration.

une confrontation avec le passé et la morale. Pour ses opposants israéliens, il est en effet quasi diabolique de pousser la collaboration avec l'Allemagne jusqu'à un tel partenariat militaire, la responsabilité envers les victimes de la Shoah ne pouvant permettre un tel lien avec le pays du Mal dont les responsables, même élus démocratiquement, ne sont que les descendants d'Hitler; pour Ben Gourion, initiateur et ardent partisan d'une telle collaboration, c'est justement au nom du passé et des dangers du présent qu'il faut aller dans ce sens, au nom de la préservation de l'avenir du jeune État juif (les États arabes, ses ennemis, étant les nouvelles incarnations d'Hitler, bien plus en tout cas que la «nouvelle Allemagne» dont il ne cesse de proclamer l'existence). Le pragmatisme de ces relations est alors résumé par la formule d'un des grands témoins de cette affaire: «Un Uzi [pistolet mitrailleur israélien acquis par la Bundeswehr, sur instruction de Franz Josef Strauß] dans les mains de soldats allemands vaut certainement mieux que toute brochure contre l'antisémitisme»<sup>5</sup>.

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, si certes les relations diplomatiques ne sont toujours pas établies, les rapports entre les deux pays ont atteint un degré de proximité surprenant. Dans un contexte où morale et *Realpolitik* sont constamment concomitantes, de la part des deux parties, les engagements pour l'avenir sont multiples, respectant la spécificité des relations: c'est par exemple l'appui de la RFA à la construction économique d'Israël même après l'arrivée à échéance du traité de réparations, conclu lors de l'entrevue de New York entre Adenauer et Ben Gourion, le 14 mars 1960. Et ce rapprochement se poursuit en dépit d'incidents de parcours qui auraient dû grandement le mettre à mal: c'est ainsi que la vague de profanations antisémites de la fin 1959 et du début 1960, l'affaire des experts balistiques allemands au service de Nasser (1963), mais surtout les révélations sur la réalité de la Shoah lors du procès Eichmann (1960-1962), comme leur impact sur les sociétés israélienne et ouest-allemande<sup>6</sup>, n'endommagement en rien la qualité des contacts entre les deux pays. Bien au contraire, ces événements sont autant de possibilités de renforcer la confiance réciproque, la très démocratique RFA apportant son assistance juridique pour appuyer Israël dans l'exercice de la justice à l'encontre de l'accusé Eichmann.

C'est en fait la *Realpolitik* qui met à mal les relations officieuses germano-israéliennes, pour les conduire à une crise qui ne fait à aucun moment intervenir le passé. Dans les faits, au nom de ce pragmatisme, Adenauer avait accepté de poursuivre et de systématiser à très grande échelle les livraisons d'armes à Israël, admettant même que la RFA soit l'intermédiaire des États-Unis désireux de ne pas trop se révéler aux côtés de l'État hébreu. Comme le reconstitue très fidèlement Hansen (lui dont la fine connaissance des milieux diplomatiques permet d'invoquer les facteurs personnels dans l'analyse de processus de décision, comme de blocages – on lui doit ici notamment une série de portraits de décideurs et de diplomates très éclairants), la révélation à la fin de 1963 des livraisons militaires ouest-allemandes à Israël est utilisée à l'encontre de Bonn par les États arabes, qui y dénoncent une immixtion de la RFA dans le fragile équilibre des forces au Moyen-Orient; soumis à leur pression, le successeur depuis octobre 1963 d'un Adenauer fragilisé, de plus en plus isolé et obtus, Ludwig Erhard, se plonge d'abord dans la logique du pragmatisme de Guerre froide, suggérant un arrêt complet des livraisons militaires à Israël et cédant donc au même réflexe de sauvegarde qui avait jusque-là guidé les réflexions de l'*Auswärtiges Amt*. Mais la réalité des faits, avec la visite officielle de Walter Ulbricht au Caire en février 1965 et ainsi la reconnaissance de facto, sinon de jure, de la RDA par le principal leader arabe du moment, Nasser, entraîne une réaction du Chancelier ouest-allemand digne du passé et attestant une sorte de retour de la morale: la proposition (précipitée) de l'établissement de relations diplomatiques entre la RFA et Israël, en mai 1965, qui aboutit à l'échange d'ambassadeurs entre les deux gouvernements, au mois d'août suivant.

5 HANSEN (voir n. \*) p. 493.

6 KRAUSE (voir n. \*).

C'est à la même période 1945–1965 étudiée par Hansen que se consacre un volumineux ouvrage de l'historien israélien Yeshayahu Jelinek, publié par les soins de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich<sup>7</sup>. Connu depuis longtemps pour de fines analyses ponctuelles et pour un recueil de documents sur les relations germano-israéliennes au titre très évocateur plaçant ces relations «entre morale et *Realpolitik*»<sup>8</sup>, en 2004 est enfin parue sa somme sur cette thématique, attendue depuis longtemps. Lui-même pionnier en matière d'utilisation des sources d'archives, Jelinek a malheureusement souffert d'un complexe processus de publication: ayant d'abord consacré son étude à l'accord de réparations en lui-même, il l'a ensuite étendue à la période 1945–1965; par ailleurs, son manuscrit, traduit de l'anglais en allemand, est resté pendant longtemps en suspens, pour ne paraître qu'après celui de Hansen<sup>9</sup>. De ce travail d'extension effectué à la demande de l'éditeur résulte une étude quelque peu déséquilibrée, s'attardant longuement sur la première période (1945–1953), pour aller plus vite sur la période suivante. En dépit d'une préface de l'éditeur expliquant ce long processus, la complexité de l'opération donne au total à la publication certains aspects qui la font dater, la faisant notamment négliger les apports récents de l'historiographie (à propos des relations germano-israéliennes en particulier et des politiques extérieures des deux pays en général).

Il n'en reste pas moins que, s'attaquant à ce qu'il qualifie à juste titre de «relation névrotique», Jelinek fournit ici une œuvre immense: sacrifiant lui aussi par endroits à un souci du détail pouvant alourdir la lecture (on pense en l'occurrence à la déjà en soi très complexe affaire de l'objection arabe au traité de réparation, entre septembre 1952 et mars 1953), ce «fou d'archives» livre la substance de longues années de recherche dans des centres de documentation disséminés de par le monde. Soucieux de retranscrire une chronique très fournie, il la rend d'ailleurs d'autant plus foisonnante en détails que par certains usages méthodologiques périlleux Jelinek égare parfois son lecteur, avec des retours en arrière ou des digressions un peu regrettables, qui l'amènent à certaines répétitions.

Son recours à des références multiples éclaire néanmoins une histoire très complexe. De ce point de vue, sa maîtrise des sources documentaires primaires complète très utilement l'étude de Niels Hansen. Retraçant une même période, sa connaissance très approfondie d'aspects moins connus du diplomate apporte un évident complément d'informations. Cela concerne par exemple les renseignements qu'il apporte à l'égard de la position américaine en général (dans un domaine où il est forcément question, en bien ou en mal, de l'influence du «lobby juif» sur Washington): c'est en particulier l'absence de pressions américaines sur la politique israélienne de la RFA, au moment de l'accord de réparations comme plus tard, lorsque Washington aurait eu en tête de faire cesser le paiement de ces mêmes réparations afin de punir Tel Aviv de sa politique agressive dans l'affaire de Suez. C'est néanmoins dans le domaine juif et israélien que Jelinek contribue le plus à apprendre beaucoup à son lecteur: cela concerne notamment la description qu'il fait d'un Ben Gourion hyperréaliste, qui réfléchit en termes de pragmatisme dès le départ, dès son premier passage en Allemagne, au lendemain immédiat de la Deuxième guerre mondiale et jusqu'à son départ définitif des affaires, en juin 1963.

Historien engagé, reprochant, peut-être à juste titre, aux responsables israéliens et allemands que le sujet des relations germano-israéliennes ait été trop facilement inséré dans le contexte de Guerre froide, aux dépens d'Israël, et obligeant ainsi à délaisser la dimension

7 JELINEK (voir n. \*).

8 Jeshayahu A. JELINEK, *Zwischen Moral und Realpolitik – Eine Dokumentensammlung*, Gerlingen (Bleicher) 1997, 687 p.

9 HANSEN (voir n. \*). De plus, la précision à laquelle Jelinek a habitué le lecteur laisse penser que le travail final n'a pas été relu par lui, comme le signalent certaines coquilles (Heinrich Maas en lieu et place de Hermann Maas – pasteur protestant –, Carl Marx au lieu de Karl Marx – journaliste juif ouest-allemand, directeur de l'*Allgemeine Wochenzeitung der Juden in Deutschland*).

morale de l'ensemble, Jelinek n'évite pas parfois certaines prises de position trop audacieuses<sup>10</sup>. Tandis que de temps en temps il évite de peu un ton franchement anti-allemand, ce qui tranche avec la réserve que l'on peut attendre d'un historien de sa qualité<sup>11</sup>. Alors que, comme on l'a vu, Hansen a tendance à dédouaner la jeune République fédérale, Jelinek pour sa part cède régulièrement à la dénonciation du trop grand pragmatisme allemand: il en va notamment de la personnalité d'Adenauer, qui certes a un double intérêt dans le rapprochement qu'il initie avec la communauté juive et avec Israël, mais qui ne peut être ramené au seul double langage systématique que lui reproche Jelinek. Ainsi, lorsque toutes ses déclarations en faveur de relations plus étroites sont immédiatement suivies de nuances quant à leur opportunité, ce que Jelinek considère comme le souci de ne rien faire, il est possible de se demander si c'est là la seule interprétation possible. Jelinek n'est pas toujours éloigné du jugement de valeur, ce qui est un peu regrettable.

Critiquée elle-même par Hansen, la sévérité de Jelinek tombe parfois dans une sorte d'amertume, comme l'atteste ce résumé du »jeu« diplomatique qui se met en place entre les deux pays à partir de 1956: »La rencontre une fois tous les six mois [entre le représentant israélien en RFA et Adenauer, relative à chaque reprise à une proposition israélienne d'officialisation des relations] passa au rang de rituel vide, de farce avec deux partenaires qui dominaient parfaitement leur rôle. Avec ses prétextes, la partie allemande faisait preuve de beaucoup d'imagination. Depuis longtemps il n'en allait plus de la reconnaissance de la RDA par les Arabes, et le refus des relations avec Israël devint un but en soi«<sup>12</sup>.

Mais en même temps c'est lui qui résume le mieux la teneur des relations germano-israéliennes au moment où elles sont officialisées: »L'Allemagne apprit à reconnaître Israël comme partenaire et était aussi prête à payer un prix pour cela. Pour leur part les Israéliens réalisèrent que la Deuxième Guerre mondiale était définitivement terminée. Le passé ne va certes jamais disparaître, mais la nouvelle réalité exige une adaptation. L'établissement de relations diplomatiques en 1965, en dépit de la résistance présente des deux côtés, mit fin aux confrontations permanentes. Les Allemands et les Juifs trouvèrent une prise sur une réalité à laquelle ils devaient d'abord lentement s'habituer«<sup>13</sup>.

### Les relations germano-israéliennes: deux études rapides

Outre les deux ouvrages magistraux dont il vient d'être question, mentionnons rapidement que dans les dernières années deux ouvrages de tonalité très différente ont permis de tracer un bref tableau du contexte des relations germano-israéliennes, et notamment de leur caractère très spécifique. Après avoir commis une chronique de son »dialogue avec les Allemands« dès après son séjour à Bonn, celui qui fut le premier ambassadeur d'Israël à Bonn, Asher Ben Natan, a publié en 2003 ses mémoires<sup>14</sup>. De lecture agréable, assez bonne introduction à une complexe relation dont il fut l'acteur à divers titres, cet ouvrage ne peut toutefois servir que de tableau imagé d'un rapport très difficile. S'il apporte des détails savoureux notamment sur certains épisodes les plus aventureux (premiers agissements sionistes en vue du départ des anciens déportés regroupés dans des camps de »personnes déplacées«, contacts entre services de renseignement israélien et ouest-allemand, relations militaires entre les deux pays), le livre ne déroge guère à une propension classique dans les mémoires: Asher Ben Natan, personnage exceptionnel, ne sait guère conserver du recul face à sa propre action; cette conscience de soi-même, qui permet de donner encore plus d'éclat à des opéra-

10 JELINEK (voir n. \*) p. 132-133.

11 Ibid., p. 179.

12 Ibid., p. 301.

13 Ibid., p. 467.

14 NATAN (voir n. \*).

tions effectivement audacieuses, peut devenir assez lassante à la longue, et faire de ce livre un ouvrage par trop constitué de bonne conscience et de volonté de donner des leçons.

La légèreté, voire le sensationnalisme sont également au registre d'un ouvrage paru en 2003 et dont la réception médiatique a été marquée. Il s'agit du livre de Henning Sietz portant sur la tentative d'attentat perpétrée contre le Chancelier Adenauer, au début des négociations sur l'accord de réparations germano-israélien<sup>15</sup>. Cette étude issue de la plume d'un journaliste est certes intéressante par le sujet dont elle traite. Relative à un événement dont l'existence même traduit la sensibilité de certains cercles juifs et israéliens à l'établissement de contacts avec l'Allemagne, si peu de temps après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la libération des camps, elle souligne à quel point la voie dans laquelle s'engageaient Adenauer et Ben Gourion n'était pas la plus évidente et qu'elle pouvait même mettre leur vie en danger. Mais passées les premières pages, le lecteur s'interroge sur la nécessité qu'il y avait de consacrer un livre entier à un sujet dont l'intérêt reste à démontrer: alors qu'un article un peu poussé aurait fait une excellente synthèse, l'auteur étend l'étude en rédigeant des digressions dont la longueur et le caractère parfois »hors sujet«<sup>16</sup> s'ajoutent à des imprécisions et erreurs multiples, qui auraient été faciles à éviter<sup>17</sup>.

### Les relations germano-israéliennes, de 1945 à nos jours

Pour finir, au-delà de l'analyse très détaillée et fine opérée par Niels Hansen et Yeshayahu Jelinek, qui incluent également dans leurs réflexions les cas est-allemand et autrichien, et à côté de petits ouvrages anecdotiques, le journaliste Markus Weingardt a également fait œuvre d'historien en travaillant sur l'histoire des relations germano-israéliennes, de leur début à nos jours. L'ouvrage paru en 2002 est issu de sa thèse de doctorat<sup>18</sup>.

Certes, dès son introduction, l'auteur récuse l'insertion de son livre dans la catégorie »histoire des relations germano-israéliennes«: pour lui il s'agit en effet non pas de refaire une histoire de ces relations en la conduisant jusqu'à l'époque actuelle, mais de tracer un tableau de la politique moyen-orientale et en particulier israélienne de la République fédérale, afin de, affirme-t-il, combler les lacunes de la littérature disponible. Certes les dites éventuelles lacunes peuvent avoir été comblées par les ouvrages dont il a été question plus tôt, parus ultérieurement; mais avouons-le d'emblée, cette allégation correspond plus à un positionnement de thésard qu'à une réalité. Car si cet ouvrage apporte beaucoup, notamment en termes de synthèse, le lecteur ne peut guère être convaincu de ce qu'il dessine autre chose qu'un nouveau tableau des relations germano-israéliennes, en plus condensé et de manière actualisée.

Ce souci, très louable, d'une synthèse présente l'avantage d'envisager le temps long. Il n'en reste pas moins que voulant couvrir en 450 pages l'ensemble de la période, l'auteur n'échappe pas à des raccourcis, ou à certaines généralisations. C'est d'autant plus vrai que procédant de la sorte, il ne peut avoir recours aux archives (n'abordant pas non plus les archives publiées, tout de même utilisées par Hansen); il ne prend pour base que des articles de journaux et périodiques, et principalement la littérature secondaire. Or celle-ci, utilisée sans précautions ou sans assez d'attention présente certains dangers: en découle notamment la propension de l'auteur à prolonger la chaîne de nombreux auteurs quant à certaines

15 SIETZ (voir n. \*).

16 C'est par exemple un historique superflu du *Bundeskriminalamt* qui aurait tenu en un nombre de pages restreint, et qui fait croire ici à un malencontreux remplissage de pages ...

17 Ne pensons qu'à la fameuse déclaration Balfour, dont l'auteur indique qu'il s'agit d'une lettre adressée à Haïm Weizmann, alors qu'elle le fut à Lord Rothschild, SIETZ (voir n. \*) p. 181.

18 WEINGARDT (voir n. \*).

erreurs historiques<sup>19</sup>, ou à extraire de certains ouvrages des interprétations erronées ou approximatives<sup>20</sup>. Ce défaut affecte par exemple l'aperçu historique, d'ailleurs un peu long, qu'il livre en préalable à son étude<sup>21</sup>, pour lequel il utilise de plus certains textes dont la vocation scientifique n'est pas évidente<sup>22</sup>.

De la même manière, une utilisation plus précise d'ouvrages disponibles au moment de sa recherche lui aurait permis d'éviter certaines petites erreurs ou interprétations. C'est ainsi que, dans son développement relatif à la mise en place de l'«élément est-allemand» dans le contexte des relations germano-israéliennes (voir plus haut), il invoque trop précocement son utilisation par les pays arabes, contre la RFA: s'il en est fait mention au cours du processus de ratification de l'accord de Luxembourg, il ne peut être question dès ce moment d'une pression arabe dans ce sens<sup>23</sup>. Dans le même ordre d'idées, la conférence des ambassadeurs ouest-allemands en poste au Moyen-Orient, qui se tient à Istanbul en avril 1956 et qui fixe une fois pour toutes l'attitude de la RFA à l'égard de la proposition israélienne de relations diplomatiques, n'a rien de particulièrement secret, comme l'affirme l'auteur; et il n'est pas correct d'indiquer que cette rencontre, certes essentielle pour les relations entre les deux pays, avait pour sujet principal les relations avec Israël, bien au contraire: le sujet d'Israël n'est pas à l'ordre du jour de la rencontre, mais il s'impose au cours des débats!

Comme on l'a vu plus haut, l'application à la lettre de la doctrine Hallstein gêne toute avancée en direction d'une formalisation des relations diplomatiques. Mais il est avéré, et Hansen comme Jelinek y reviennent longuement, que ce blocage formel, pour fâcheux qu'il soit, n'a en rien empêché les relations de facto entre les deux pays de se développer considérablement, au contraire. Or Weingardt, dans ce qui parfois apparaît comme une dénonciation en règle de la politique ouest-allemande (a-t-elle lieu d'être dans un tel ouvrage?), s'égare certainement en indiquant que notamment les relations économiques avec Israël sont bloquées du fait de la doctrine Hallstein<sup>24</sup>. Dans la même veine, au regard du développement des relations de facto entre les deux pays, qui prennent une tournure résolument favorable à Israël, qui certes n'est pas reconnu mais en même temps obtient énormément de faveurs de la part d'Adenauer, on ne peut guère comprendre sa formule lapidaire: »Israël

19 C'est ainsi qu'à la page 123, note 201, WEINGARDT (voir n. \*) indique que le refus des diplomates ouest-allemands d'aller dans le sens de relations avec Israël était notamment dû à l'influence du responsable de la section des Affaires moyen-orientales de l'*Auswärtiges Amt*, Heinz [sic!] Voigt, »dernier consul du Troisième Reich en Palestine«: or il est avéré que Voigt (Hermann étant son véritable prénom), au contraire de ce qu'affirment les auteurs utilisés par Weingardt, n'a jamais été en poste au Moyen-Orient ...

20 À la page 54, Weingardt mentionne un soutien allemand à la Déclaration Balfour à la fin de la Première Guerre mondiale: si certes l'Allemagne impériale en arrive tardivement à appuyer l'idée d'un foyer national juif, de manière tout aussi opportuniste que Londres, il ne peut toutefois être question d'un soutien à une initiative britannique, la Grande-Bretagne étant alors un pays avec lequel Berlin est en guerre!

21 Aux pages 42 et 54 Weingardt date l'accord *Haavara* (passé entre le régime nazi et les sionistes afin de faciliter l'émigration des Juifs à partir d'Allemagne) une fois de novembre et l'autre fois de juillet 1933. Le recours à des études précises, comme les ouvrages de Francis Nicosia ou de Yéhouda Bauer à propos des relations entre l'Allemagne de Weimar et le Troisième Reich avec la Palestine, lui aurait permis d'éviter ces approximations, confirmées par le caractère un peu flou de son résumé des relations entre le Troisième Reich et les Arabes de Palestine: l'entente n'est pas si évidente, et certainement pas si précoce qu'il veut en effet l'écrire!

22 Si l'on peut en effet imaginer utiliser les livres de l'ancien ambassadeur israélien à Bonn et Berlin Avi Primor comme des témoignages, il est en effet assez audacieux de les utiliser comme des ouvrages historiques ...

23 WEINGARDT (voir n. \*) p. 103.

24 Ibid., p. 110.

devint le quémandeur, et la République fédérale fixait les conditions« (idem). Dans les faits, si les demandes israéliennes répétées d'une officialisation des relations diplomatiques s'opposent jusqu'au bout (1965) à des fins de non-recevoir à Bonn, on peut se poser la question de savoir si à partir d'un certain moment cette demande n'est pas devenue un exercice de rhétorique, Israël obtenant beaucoup plus de facto. Dans ces conditions, peut-on affirmer, comme l'auteur, que Ben Gourion doit payer le prix de la non-officialisation des relations, lui qui reçoit tant par ailleurs? Et lui-même ne dit-il pas au début des années 1960 que des armes sont bien plus efficaces pour défendre des frontières que des diplomates?

L'ouvrage de Markus Weingardt n'est donc pas dénué de certaines interprétations approximatives, voire moralisatrices. Il n'en reste pas moins qu'il réussit avec maîtrise à décrire et à caractériser l'évolution des relations germano-israéliennes, notamment après leur officialisation, en 1965. Si le processus en lui-même est retracé un peu trop en détails<sup>25</sup>, Weingardt montre ensuite avec plus d'aisance le passage des relations germano-israéliennes à une nouvelle étape. C'est ainsi que, éminemment déséquilibrées du fait du blocage de la doctrine Hallstein, l'abandon de celle-ci par le gouvernement de Bonn au profit de l'Ostpolitik libère l'ensemble de la politique extérieure fédérale, et ainsi allège les rapports germano-israéliens. Initiée du temps de la Grande coalition, sous le Chancelier Kiesinger, cette nouvelle donnée est poursuivie par ses successeurs. Mais au-delà de cet apaisement, le passé continue évidemment de marquer les relations germano-israéliennes: un Willy Brandt par exemple est le représentant type de l'«autre Allemagne», mais aussi de la «nouvelle Allemagne» dont parlait Ben Gourion. Figuration de la «bonne» Allemagne pour avoir fui le régime nazi et ne s'être pas compromis avec lui, il est aussi celui qui incarne le respect allemand du poids constant et infini du passé, et ainsi de la morale, lorsqu'il réalise le geste très fort et symbolique de l'agenouillement devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie.

Homme d'une juste appréhension du passé, il est aussi la personne qui permet aux relations germano-israéliennes de franchir une nouvelle étape: par l'absence de complexes à l'égard de ce même passé, il peut en effet incarner une certaine normalité. Comme le rappelle Weingardt, Brandt est le premier Chancelier ouest-allemand à se rendre en Israël, en 1973. C'est là qu'il peut trouver la formule juste de «relations normales au caractère particulier», elle qui doit s'appliquer jusqu'à nos jours. Dans les faits, on passe alors progressivement à une autre qualité des relations germano-israéliennes: elles qui sont inébranlables en dépit de notes dissonantes (c'est par exemple, dans les esprits ouest-allemands, après 1967 le passage d'un Israël faible à un Israël colonisateur et conquérant), elles conservent en effet leur caractère spécifique très fort, illustré par exemple par l'ampleur de la collaboration «sur le terrain» entre les sociétés des deux pays.

Mais à côté de cette spécificité maintenue, la *Realpolitik* s'impose une nouvelle fois, pour faire passer désormais ces relations à ce qu'elles sont, des relations bilatérales qui s'insèrent dans un ensemble plus vaste de considérations de politique internationale. Comme le rappelle Weingardt, c'est au nom d'une spécificité maintenue que la RFA poursuit et renforce son intercession en faveur d'Israël dans ses relations avec la Communauté économique européenne; mais c'est cette même communauté européenne, devenue Union européenne, et une européanisation croissante de la politique extérieure qui obligent la RFA à adopter des positions globales qui n'entrent pas toujours en accord avec une faveur aveugle apportée à l'État hébreu. Si l'on en trouve les premiers signes dès Brandt, c'est son successeur Helmut Schmidt qui donne une inflexion plus prononcée dans ce sens: homme d'une normalité retrouvée, il est l'incarnation d'une Allemagne décomplexée, capable de prendre ses

25 À partir de ce moment WEINGARDT adopte d'ailleurs une méthodologie quelque peu pesante, résumant longuement à chaque fin de chapitre ce qu'il vient d'y analyser, alourdissant son texte de répétitions inutiles qui font parfois l'effet d'un remplissage de pages malencontreux.

marques, avec un réalisme difficilement accepté par des responsables israéliens plus attachés au passé (notamment les hommes du Likoud, avec un Menachem Begin au pouvoir à partir de 1977). Mais dans le fond, les relations germano-israéliennes restent fondamentalement marquées par une solidarité affirmée dans les situations les plus troublées: Munich ou Entebbe sont autant de moments de grande union entre les deux pays, tandis que la RFA s'efforce d'appuyer le point de vue israélien dans certaines enceintes internationales (c'est sa position contre la résolution de l'ONU assimilant le sionisme à un racisme, par exemple).

Certes à son tour la »grâce de la naissance tardive« avancée par Helmut Kohl permet des libertés, voire entraîne des crispations, notamment au moment de l'affaire de Bitburg. Mais les errements des débuts, lorsque Kohl veut se libérer de »vieilles particularités« dans une RFA marquée par les débats de la »querelle des historiens«, cèdent rapidement la place à un alignement du Chancelier chrétien-démocrate sur les traditions germano-israéliennes. C'est ainsi qu'une sérénité s'installe et permet à Israël de réagir de manière apaisée face à l'accélération de l'Histoire constituée par l'effondrement du bloc communiste et la réunification allemande. Certes une telle Allemagne rappelle certains mauvais souvenirs (terriblement vivaces lorsqu'il s'avère que des entreprises allemandes ont fourni des équipements militaires au régime de Saddam Hussein), mais le climat général reste à l'apaisement: l'Allemagne ne devient-elle pas, au grand dam d'Israël d'ailleurs, le lieu privilégié d'immigration des Juifs de l'ancienne Union soviétique?

À l'issue de son long panorama, Weingardt termine en évoquant l'état des relations germano-israéliennes sous la conduite à Berlin du duo Schröder/Fischer: or là encore, malgré certaines craintes quant à une trop grande libération de la parole de la part d'un Chancelier incarnant l'Allemagne du XXI<sup>e</sup> siècle et d'un ministre des Affaires étrangères aux anciennes amitiés douteuses, c'est toujours la »spécificité dans la normalité« qui l'emporte. C'est désormais au difficile contexte local que s'affrontent les relations germano-israéliennes; le poids du passé reste certes dans les esprits, mais de ce passé découle désormais, selon les dirigeants de Berlin, une obligation morale envers à la fois les Israéliens et les Palestiniens.

Au total, et en dépit des critiques initiales, Weingardt offre donc une synthèse réussie des relations germano-israéliennes (plus d'ailleurs, encore une fois, que de la politique israélienne de la RFA): en parcourant une histoire compliquée, impliquant étroitement morale et *Realpolitik*, il montre en effet sur le temps long comment ces relations ont pu, malgré tous les préalables très pesants, se stabiliser en respectant les impératifs qui s'imposaient à elles: entre respect du passé et assomption des défis de l'avenir; entre respect d'une forte spécificité tout en allant dans le sens de la normalité, avec inclusion étroite d'une relation spéciale entre les deux pays dans son environnement global qui impose la prise en compte des nécessités de la vie internationale. Des relations qui, en dépit de toutes les difficultés et risques, ont certes connu des hauts et des bas, mais qui jamais n'ont connu des crises aussi graves que ce qui a pu affecter le rapport franco-israélien, par exemple: des relations marquées par des évolutions progressives, lorsque les personnalités de part et d'autre, en dépit d'affinités parfois relatives, ont su gérer une cohérence encore remarquable aujourd'hui, malgré les difficultés du moment.

Ce bref état des lieux de la désormais très volumineuse historiographie des relations germano-israéliennes doit nous amener à la conclusion suivante: au sein de ces relations, telles qu'elles se présentent aujourd'hui à nous, le rôle particulier du passé a tendance à s'atténuer: il est certes toujours présent, et pour longtemps encore, mais dans les faits il est de plus en plus couvert par les obligations quotidiennes et les exigences d'un contexte local de plus en plus tendu.